

cago. Toutes les banques acceptent les récipissés des élévateurs. Par conséquent, personne n'est obligé de jeter sa récolte sur le marché aussitôt la moisson terminée.

Tout cela démontre que c'est une erreur de croire qu'il faut absolument construire de nouveaux chemins de fer dans l'Ouest pour permettre aux colons d'expédier leur grain aussitôt la récolte faite. Dans l'Ouest, la récolte se fait en août et septembre, mais ces produits ne sont pas consommés sur-le-champ; ils doivent servir à nourrir les populations, ici ou à l'étranger, pendant 12 mois. Alors, pourquoi vouloir doter le pays de chemins de fer suffisants pour permettre à tous les cultivateurs de jeter du coup sur le marché tous les produits qui seront achetés graduellement par les consommateurs, pendant les douze mois suivants?

Pour ma part, je ne connais pas une bonne raison de construire ce chemin immédiatement pour répondre aux besoins pressants du Nord-Ouest. Si l'on me démontrait que la population de cette partie du pays souffre et que ses souffrances seraient allégées par la construction de ce chemin, je serais tout disposé à me joindre au gouvernement pour le leur donner le plus tôt possible; mais alors, je chercherais un moyen de leur apporter ce secours beaucoup plus tôt. Par la construction d'une ligne depuis Fort-William ou de la baie de Népigon—car je crois que ce ne serait pas trop de deux ports à la tête du lac Supérieur—jusqu'à Winnipeg, et par son prolongement jusqu'à Edmonton—une entreprise modeste, comparée au projet actuellement devant la Chambre—la population du Nord-Ouest obtiendrait, en très peu de temps, tous les avantages qu'on prétend lui donner en construisant le Grand-Tronc-Pacifique. Mais le projet du premier ministre comprend beaucoup plus que cela. Au lieu de construire la ligne de l'Ouest en quelques années, au grand avantage de cette population, on y a joint une foule de conditions et d'obligations qui en font une entreprise très coûteuse dont la réalisation prendra de longues années.

Une autre raison a été donnée par l'honorable premier ministre pour construire ce chemin quelque part vers la ligne de partage des eaux, vers le centre des provinces de Québec et d'Ontario, à des centaines de milles au nord des grandes villes et des districts habités. L'honorable premier ministre et ses partisans prétendent que cette ligne sera un grand chemin de fer de colonisation qui servira à coloniser les régions encore inhabitées de ces provinces. Je n'ai pas encore pu me convaincre que cela soit réalisable. Nous savons tous par expérience que dans le nord d'Ontario et de Québec, dans les régions épuées et éloignées des anciens établissements, les conditions sont aussi favorables, sinon plus, qu'elles pourront l'être le long du nouveau chemin de fer projeté. Nous savons qu'il y a dans ces régions des millions d'acres de terres comme celles qu'on trouve le long du nouveau transcontinental, peut-être

meilleures; que ces régions sont traversées par le chemin de fer Canadien du Pacifique et le Grand Tronc de chemin de fer et jusqu'à un certain point par le chemin de fer du gouvernement, et cependant nous ne voyons pas les colons s'y établir en assez grand nombre pour que ces provinces aient songé à dépenser \$50,000,000 pour y construire des chemins de fer de colonisation.

Il y a encore une autre raison pour ne pas trop se hâter de coloniser ces régions inhabitées. A mon sens, la meilleure politique à suivre est de travailler à peupler le Canada de manière à le rendre plus puissant, dès maintenant. Notre but devrait être de travailler au développement des districts dont nous pouvons retirer les plus grands avantages. Chaque dollar dépensé dans les meilleurs endroits du pays augmentera la population et la richesse et nous permettra d'accomplir de plus grandes choses.

Si l'honorable premier ministre avait eu son pouvoir de diriger une partie importante de l'immigration que nous recevons de l'Europe ou des Etats-Unis, vers ces régions septentrionales d'Ontario et de Québec, dont nous ne connaissons rien, croirait-il conférer un grand bienfait à son pays? N'aurait-il pas mieux mérité du pays et n'aurait-il pas plus de titres à la reconnaissance de ses concitoyens, en empêchant ces immigrants d'aller s'établir dans ces régions moins avantageuses, et en les engageant à se diriger de préférence vers des districts aussi fertiles et aussi propices à la colonisation que nos vastes prairies de l'ouest?

Il y a déjà dans les prairies, au dire de l'ex-ministre des Chemins de fer et Canaux (M. Blair), des chemins de fer capables de desservir une population de cinq ou six millions d'habitants, une population égale à celle de tout le Canada. Nous avons déjà fait des dépenses considérables sur cette partie de l'héritage national, pour la rendre productive, et nous en attendons un surcroît de prospérité et de grandeur. Chaque colon que le gouvernement ou d'autres influences attireront dans le nord d'Ontario ou de Québec, au détriment des Territoires du Nord-Ouest ou du Manitoba, sera une perte sèche pour le pays. Plaçons un colon sur les terres fertiles de l'ouest, et il deviendra bientôt un citoyen prospère; il commencera immédiatement à s'enrichir, et chaque dollar qui vient grossir son avoir augmente la richesse nationale. Celui qui prend une ferme dans les prairies est en état, au bout d'un an ou deux, d'exporter pour \$1,000 de blé, ce qui augmente d'autant le chiffre des exportations du pays.

D'un autre côté, celui qui va s'établir dans la forêt, le long de la division de l'est du transcontinental projeté, pourra peut-être se soutenir par lui-même, mais il ne contribuera certainement pas à grossir les exportations et les importations, ni à attirer l'attention des capitalistes du monde entier sur les merveilleuses ressources de notre pays. Un patriotisme éclairé aurait